

AKTUELL

GEORGE W. BUSH

Interdit de séjour ?

Raymond Klein

L'ex-président américain, responsable de la réinstauration de la torture, devrait-il être interdit de séjour, voire poursuivi au Luxembourg ? Une conférence-débat et un livre pour y répondre.

Assistons-nous à la fin de l'impunité des dictateurs responsables de crimes graves ? Mercredi dernier, Laurent Gbagbo, ex-président de la Côte d'Ivoire est arrivé à La Haye pour y être jugé devant le Tribunal pénal international. Ce qui laisse un goût amer, c'est que d'autres leaders ivoiriens, impliqués dans des crimes comparables, ne risquent rien : ils sont dans le camp de l'actuel président Alassane Ouattara, qui n'a pas l'intention de les extraditer. De même, des chefs d'Etats occidentaux semblent bénéficier d'impunité, quels que soient les crimes qu'on puisse leur reprocher. Ainsi, l'ex-président américain George W. Bush, qui a réintroduit la torture dans le cadre de la « war on terror », ne fait pas l'objet de poursuites.

Ce principe du « deux poids deux mesures » est contesté par des organisations de défense des droits humains comme Human Rights Watch (HRW). En juillet, elle a publié un rapport sur les exactions américaines dont le gouvernement Bush est tenu pour res-

ponsable. Les faits et analyses du rapport sont présentés dans un livre du porte-parole de HRW, Reed Brody, édité par le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Grip) belge. Ensemble avec l'expert en droits humains Jean-Paul Marthoz, qui a écrit la préface, Brody débattrà de ce sujet au Luxembourg mardi prochain sur invitation du woxx et de la Friddensinitiative.

Alors que l'Occident continue à intervenir un peu partout dans le monde, il est important de se pencher sur le passé et les choix qui ont été faits. La méfiance est de mise envers les discours officiels, car les réalités de Guantanamo et d'Abou Ghraib ont aussi été occultées. Les collaborations avec et des dictatures en matière d'« interrogatoires » sont seulement en train d'être découvertes : en plus de l'Egypte et de la Libye, les Etats-Unis auraient même livré des prisonniers au régime Kaddafi, dont on a depuis « redécouvert » l'infamie... Il est aussi important de rappeler que côté européen, on s'est rendu coupable de complaisance voire de complicité avec les méfaits américains.

On attend avec intérêt les nuances qu'apporteront au débat les deux intervenants, car si Brody axe son argumentation sur des principes et droits inaliénables que les Etats de droit doivent respecter, Marthoz insiste plus sur les conséquences dangereuses du franchissement de certaines lignes. Ainsi, les atrocités commises par l'armée française pendant la guerre d'Algérie n'ont pas seulement violé des droits humains, mais aussi mis la France au bord de la guerre civile. Enfin, ce sujet devrait interpeller la gauche radicale. Elle est certes unanime dans la dénonciation des « crimes de Bush », mais beaucoup moins unie sur la valeur à donner à des principes fondamentaux parfois qualifiés de « bourgeois ».

Mardi, 6 décembre à 18h30
à l'Exit07 / CarréRotondes,
1, rue de l'Académie, Luxembourg-
Hollerich



SHORT NEWS

Cattenom, ça stresse !

Petit à petit, l'effet Fukushima s'effrite, alors qu'il avait provoqué une remise en question du nucléaire civil en Europe et même motivé l'Allemagne à fermer ses centrales définitivement. Ainsi, en France, même le candidat socialiste est plutôt mou quand il s'agit d'évoquer l'avenir de la filière nucléaire, ce « fleuron français ». Pas étonnant donc que les résultats du « test de stress » des centrales françaises existantes, qui examine leur état de sécurité et leur résistance à des catastrophes naturelles et humaines, soient truffés de demi-vérités et laissent désirer quant à la sérieux. Ainsi, Dieter Majer, l'expert allemand qui devait surveiller les tests, a déclaré cette semaine avoir des difficultés à qualifier ce qu'il a vu comme un véritable test. Selon lui, il s'agissait plutôt d'un rituel. De plus, il n'a pas eu accès aux plans détaillés de la centrale, ni aux points sensibles. Ce qui a suffi pour faire bondir le parlement luxembourgeois, qui, sous l'impulsion des Verts, vient de convoquer d'urgence une réunion jointe où les ministres concernés - santé, développement durable et intérieur - devront s'expliquer devant les députés en présence de l'expert allemand.

Außen vor bleiben

In ihrer Botschaft zum internationalen Tag der Personen mit einer Behinderung, der am 3. Dezember stattfindet, hat die Familienministerin Marie-Josée Jacobs auf die gute Zusammenarbeit der Menschen mit Behinderungen am Aktionsplan zur Umsetzung der UN-Konvention hingewiesen. So sollen rund 100 Personen in verschiedenen Arbeitsgruppen dazu beigetragen haben den Aktionsplan zur Umsetzung der Konvention über die Rechte von Menschen mit Behinderungen, die Luxemburg am 28. Juli diesen Jahres ratifiziert hat, auszuarbeiten. Laut Ministerin soll der Plan Anfang 2013 vorgestellt werden, Berichte der einzelnen vom Familienministerium einberufenen Arbeitsgruppen können jedoch schon jetzt auf der Internetseite von „Nemme mat eis“ eingesehen werden (www.nemmemateis.lu/index.php/de/aktionsplan-berichte). Auch wenn die Familienministerin die Partizipation positiv bewertet, wird diese von den Betroffenen eher kritisch diskutiert. Auch das Zentrum für Gleichbehandlung (CET) sowie die beratende Menschenrechtskommission (CCDH), die beide vom Familienministerium mit der Begleitung und Überwachung der Durchführung der Maßnahmen der UN-Konvention betreut wurden, weisen in einer Stellungnahme explizit auf die zentrale Rolle der Menschen mit Behinderungen hin. Um in diesem Sinne tätig werden zu können, müssen jedoch auch die Räumlichkeiten und die Arbeit der CCDH und des CET Menschen mit Behinderungen zugänglich sein. So fordern beide Organisationen nicht nur barrierefreie Orte, wo eine Begegnung mit Betroffenen möglich ist. Auch Informationen und die Kommunikation sollen den Behinderten zugänglich gestaltet sein: Texte müssen in zugänglichen Formaten zur Verfügung stehen, bei Begegnungen oder Veranstaltungen muss eine professionelle Unterstützung durch Gebärdensprachdolmetscher, Schriftsprachdolmetscher oder andere persönliche Assistenten gewährleistet sein. Die zusätzlich notwendigen personellen, finanziellen und logistischen Ressourcen, fehlen jedoch bisher, klagen die Organisationen.

Am 3. und 4. Dezember finden eine Reihe von Sensibilisierungsaktionen und kostenlose Filmvorführungen zum internationalen Tag der Personen mit einer Behinderung statt. Mehr Infos unter: <http://www.info-handicap.lu>. Außerdem lädt die Vereinigung „Elteren a Pedagoge“ zur Verleihung ihres Preises „Zesummen“ ein - den dieses Jahr die Gehörlosenorganisation „Daaflux“ erhält. Die Preisverleihung findet am 3. Dezember um 18 Uhr im Konferenzsaal des Restaurant La Caravelle, Am Bongert 1, Bertrange statt. Außerdem ist am 4. Dezember von 16 bis 20 Uhr wieder „Disc-o-tisme Zeit“ im „Double Deuce“ in Foetz, wo Behinderte und Nicht-Behinderte Menschen zum Sound von DJ Brave das Haus rocken können. Das Ganze wird von der „Autisme Luxembourg Asbl“ organisiert. Zusätzliche Infos unter: Discotisme@autisme.lu